

Plainte contre Katumbi : Kabila passe à l'offensive

RD CONGO

Joseph Kabila, président de la République démocratique du Congo (RDC), a déposé au parquet de la République à Kinshasa une plainte pour « *corruption, fraudes ou détournements* », qui vise notamment quatre gouverneurs de province et un ex-conseiller présidentiel, a rapporté mercredi la radio onusienne Okapi. Le document d'une vingtaine de pages adressé au procureur général de la République, Flory Kabange Numbi, vise nommément quatre gouverneurs : Moïse Katumbi Chapwe (Katanga), Alphonse Ngoy Kasanji (Kasaï-Oriental), Alex Kande (Kasaï-Occidental) et Marcellin Chisambo Ruhoya (Sud-Kivu).

La plainte, adressée au nom de M. Kabila par son conseiller spécial pour la lutte contre la corruption, le blanchiment et le terrorisme, Luzolo Bambi, vise également l'ancien directeur de cabinet du président, Gustave Beya Siku, et une quinzaine d'autres personnes, parmi lesquelles d'anciens hauts fonctionnaires.

« Pas une première »

La plainte demande notamment une enquête sur des allégations de fraude douanière à l'encontre de M. Katumbi, populaire gouverneur sortant de la riche province du Katanga et potentiel rival, et de corruption à l'encontre des 3 autres gouverneurs.

Richissime homme d'affaires passé à la politique, M. Katumbi, membre du parti présidentiel, le PPRD (Parti du peuple pour la reconstruction et le développement) fait figure d'éventuel successeur à Joseph Kabila, au pouvoir depuis 2001. « *J'ai déjà eu affaire à la justice juste avant l'élection présidentielle de 2011* », a réagi M. Katumbi par téléphone depuis Lubumbashi, capitale du Katanga ; « *Je n'ai pas été officiellement notifié d'une plainte, mais le procédé et la méthode ne m'étonnent pas.* »

La Constitution interdit à Joseph Kabila de se présenter à la prochaine présidentielle de novembre 2016, mais l'opposition le soupçonne de vouloir se maintenir au pouvoir au-delà de cette date, et demande en vain au chef de l'Etat d'annoncer publiquement qu'il quittera ses fonctions à la fin de son mandat. (afp) ■